

861.5 ABP Guinée-Bissau - Ms/vr

Berne, le 14 novembre 1984

Rapport de mission en Guinée-Bissau (5-12 novembre 1984)
pour l'octroi d'une aide à la balance des paiements

Ce rapport se divise en 5 parties:

1. Introduction
2. Situation socio-économique en Guinée-Bissau
3. Aide à la balance des paiements - Contenu des accords conjoints
4. Coopération technique - Questions liées à la distribution
5. Follow up

Le rapport est plus détaillé que de coutume afin de faciliter la transition du dossier et la poursuite des contacts avec la Banque mondiale (BM) et la Guinée-Bissau (GB).

1. Introduction

La perspective de l'octroi, conjointement avec la BM, d'une aide à la balance des paiements (ABP), gérée par la BM, est, pour la Suisse, la meilleure modalité possible, étant donné le peu d'expérience de l'administration en GB. La contribution de Swissaid pour la préparation de la mission et lors des négociations a été déterminante pour son succès, en particulier pour la constitution d'une liste des biens à financer qui a pu être établie en fonction des besoins effectifs les plus grands en région rurale. Je tiens à remercier très vivement Mme Ursula Funk pour son soutien inappréciable, de même que M. Gil Ducommun qui a favorisé cette coopération.

En résumé, la négociation conjointe GB -Suisse avec le Gouverneur de la Banque nationale de G.B. (BNG) -partenaire habituel de la BM- a conduit à l'octroi d'une aide d'urgence de \$ 10 millions de la part de l'IDA et d'environ \$ 1,8 millions de la part de la Suisse (frs. 4,5 millions). Dans le contexte d'une négociation bilatérale,

- 2 -

la Suisse n'aurait vraisemblablement pas obtenu d'aussi bonnes garanties pour l'exécution de l'aide; les contacts avec les autorités auraient aussi été plus superficiels; enfin, il n'est pas exagéré de penser que l'intégration à part entière de la Suisse à la négociation entre la BM et la GB a permis d'approfondir davantage les problèmes liés à la distribution des produits importés que cela n'aurait été le cas en son absence.

L'objectif du Gouvernement est de mobiliser davantage les ressources existantes ou potentielles du pays, c'est-à-dire de motiver les producteurs ruraux découragés par les difficultés d'approvisionnement, en leur donnant la possibilité d'échanger leurs récoltes contre des produits utilitaires. Il s'agit de renverser la tendance à la baisse des exportations agricoles (baisse de 15 % en volume de 1982 à 1983). On a calculé par exemple que l'importation supplémentaire de 10'000 bicyclettes chinoises coûtant \$ 600'000 permettrait d'augmenter les exportations agricoles de quelque \$ 2 millions¹⁾. Par une importation massive, il s'agit aussi de lutter contre le commerce parallèle.

Comme c'est la première fois que la GB s'engage dans une importation aussi massive à court terme, deux questions sont préoccupantes: celle de la planification des importations et celle de leur distribution; deux sujets sur lesquels nous reviendrons. Dans ce contexte, on peut estimer que la composition de la liste des biens à financer par la Suisse donne le maximum de garantie puisque, en plus des bicyclettes, elle contient des outils et des matières premières utilisées essentiellement en zone rurale.

Avant de décrire le contenu des accords négociés et les procédures envisagées, quelques mots sur la situation économique de la GB permettront de placer cette aide d'urgence dans son contexte. La quatrième partie de ce rapport présentera un résumé des discussions

1) Socomin, l'une des deux entreprises commerciales publiques, vient de signer un accord de troc avec la République populaire de Chine pour la livraison de noix de cajou contre des bicyclettes et des produits de consommation.

avec le Ministère du commerce en rapport avec la distribution des biens financés par l'ABP et avec la possibilité d'un appui technique de la DDA au Ministère du commerce à plus long terme.

2. Situation socio-économique de la GB

Le secteur rural est très largement en état d'auto-subsistance puisque les magasins manquent même des produits les plus courants comme le savon, l'huile, les piles, les radios, les tissus, les moustiquaires, les chaussures. Au sein du secteur rural, le troc est pratique courante. Même à Bissau, les magasins n'ont que 2-3 produits à la fois. L'arrivage d'un seul produit provoque de longues queues, puis le produit en question disparaît des étalages au bout de quelques heures. Le riz, par exemple, est introuvable dans les magasins en ville. La population urbaine doit donc trouver d'autres canaux d'approvisionnement pour se nourrir. Le commerce de détail privé, dont le développement a été favorisé depuis un an, offre en revanche un meilleur approvisionnement de produits plus variés mais coûteux.

L'absence presque totale de produits de consommation courante en GB engage les paysans à aller vendre une partie de leurs produits au Sénégal. Comme l'arachide est cultivée surtout dans les régions proches de la frontière du Sénégal et que la vente des récoltes se fait de la mi-décembre à la mi-mars, le Gouvernement est très désireux de bénéficier des premières importations le plus vite possible.

Jusqu'à maintenant, la structure commerciale a été contrôlée essentiellement par deux entreprises publiques: Armazens do Povo et Socomin; celles-ci font l'importation, le commerce de gros et le commerce de détail. Cette structure commerciale est en train de se diversifier puisque les commerçants privés détiennent actuellement environ 1/4 des devises attribuées au commerce par la BNG. De plus, les deux entreprises publiques cèdent environ la moitié des marchandises qu'elles importent à des détaillants privés.

- 4 -

A la chute du commerce, due à la baisse des importations provoquée par le manque de devises (chute de 40 % de 1982 à 1983 pour les entreprises publiques), s'est ajoutée l'immobilisation de 40 % des camions et de 70-80 % des embarcations des deux entreprises publiques par absence de pièces détachées et de matières premières nécessaires à l'entretien.

La BNG joue le rôle de banque commerciale et de banque de développement; avec trois succursales dans le pays, elle constitue la totalité du système bancaire du pays à ce jour. La BNG, du fait qu'elle ne dispose pas d'une seule devise, ne peut pas prendre d'engagement ferme pour l'importation de produits urgemment requis (à payer, par exemple, en 90 ou 120 jours dans la perspective des aides d'urgence prévues) sans garantie de paiement de la part de gouvernements étrangers (celui du Portugal, par exemple, l'a fait récemment pour un montant de \$ 4 millions de produits exportés du Portugal en GB).

Quant au niveau de formation de la population, il est très bas. Les trois Ministres rencontrés (BNG, Plan et Commerce) ne sont guère assistés chacun que par deux ou trois jeunes cadres formés. Cet état de fait représente très nettement une forte contrainte. Il est permis de penser dès aujourd'hui qu'il sera très difficile pour l'administration guinéenne de gérer une aide d'urgence s'adressant à tous les secteurs de l'économie et passant par des canaux très nombreux.

* * *

Quelques réflexions encore sur trois problèmes liés à l'aide d'urgence:

- a) on ne saurait contester que le programme d'importation, pour avoir un effet non négligeable, doit couvrir les principaux secteurs productifs, non seulement en vue de répondre aux besoins immédiats, mais aussi afin d'achalander les magasins pendant une certaine période; d'un autre côté, l'infrastructure existante (ports, capacité d'entrepôt et de transport) est précaire:

- 5 -

les autorités feront-elles preuve d'un sens de l'organisation suffisant pour planifier les importations de manière cohérente en fonction du degré d'urgence variable des produits ? A cela, les autorités répondent que l'infrastructure à disposition est suffisante pour les importations d'urgence. A suivre.

- b) A la question de savoir si la distribution des produits importés se fera effectivement dans les régions rurales, donc en-dehors de Bissau, les autorités répondent qu'elles appliquent des plans régionaux de distribution et qu'elles disposent actuellement de stocks de produits qu'elles mettront en vente dans les zones de culture d'arachide au moment de la récolte, avant l'arrivée des produits importés par le programme d'urgence. A suivre aussi. Actuellement, 50 % de la valeur du commerce national reste à Bissau, alors que la population de cette ville compte pour 15 % de la population du pays.
- c) Enfin, que faire, face à un écart de 1 à 5 entre la valeur officielle du peso en franc CFA et sa valeur sur le marché noir qui favorise la contrebande avec le Sénégal ? Sans oublier que cette contrebande accentue encore cet écart. Relevons que cet écart existe malgré la dévaluation du peso et l'augmentation d'il y a bientôt un an des prix agricoles au producteur. Le Gouvernement a deux réponses à cela: i) il prévoit d'augmenter à nouveau en décembre les prix agricoles au producteur et les prix des produits vendus sur le marché (taux d'augmentation encore en discussion); cette augmentation devrait décourager la contrebande pratiquée actuellement en réduisant l'écart entre la valeur d'échange de produits comme le riz, le sucre, le savon et les bicyclettes dans les deux pays, celle-ci étant bien plus faible en GB qu'au Sénégal. Le Gouvernement envisage même d'augmenter les prix des produits agricoles deux fois par an, avant les semences et avant les récoltes; ii) de plus, il va de soi qu'un approvisionnement important de marchandises dans les canaux commerciaux officiels favorisera à lui seul une réduction de l'écart entre le taux officiel et le taux du marché parallèle peso/franc CFA.

En résumé, il est difficile d'apprécier à ce stade la résultante des forces contraires en présence. Le soutien extérieur à la politique de la GB est un pari fait avec son Gouvernement. L'avenir montrera si ses intentions se sont traduites dans les faits.

3. Contenu des accords conjoints

a) Généralités

C'est à la suite de la visite du Gouverneur de la BNG à Washington fin août 1984 (qui a conduit à l'accord de confirmation entre la G.B. et le FMI) que la BM a décidé d'accélérer ses procédures pour l'octroi d'un prêt d'urgence, à temps pour la récolte d'arachides 84-85. La lenteur dans la préparation des négociations de l'aide d'urgence pour laquelle une décision de principe avait déjà été prise en novembre 1983 s'explique du fait des inerties du côté de la G.B. et du fait que le genre de crédit prévu par la BM est nouveau (crédit au bénéfice direct de la population).

En octobre 1984, le Gouvernement de GB créait un comité interministériel chargé de coordonner la gestion de l'ABP, constitué de représentants des quatre Ministères concernés (Plan, Finances, BNG et Commerce) et renforcé par un consultant de la BM, engagé par le Gouvernement de GB pour quatre mois à partir de novembre 1984.

Du côté suisse, après avoir prévu une négociation bilatérale par l'intermédiaire des contacts de Swissaid en GB entre juin et septembre 1984 - une fois notre décision de principe prise en mai 1984 - la formule du co-financement a été retenue.

En octobre 1984, le Gouvernement de GB a défini un programme d'importations détaillé en fonction de l'ABP prévue en provenance du Portugal, des Pays-Bas, de la Suède, de l'IDA et de la Suisse, le tout s'élevant à \$ 17 millions. Alors que le Portugal finance des crédits liés dont le taux d'intérêt n'est pas négligeable

- 7 -

et garantit des commandes de la GB sur des contrats à venir avec des fournisseurs portugais, les Pays-Bas et la Suède financent de l'ABP comme aide non remboursable, au titre de leur aide bilatérale (Pays-Bas: trois fois Fl. 10 millions depuis 1979, plus une fois Fl. 10 millions dans les mois à venir; Suède: environ \$ 2,5 millions pour l'aide d'urgence 1984 en plus d'autres transferts de type ABP). Les trois pays en question financent surtout l'importation en GB de biens de consommation dont des produits alimentaires. Le "follow up" sur les modalités de distribution et les effets des produits financés par ces pays est négligeable pour ne pas dire non existant.

Quant à la BM, son accord avec la GB est double du fait que l'agence d'exécution n'est pas le Ministère des finances mais la BNG: le "Development Credit Agreement" (DCA) et le "Project Agreement" (PA). A cela s'ajoute un accord interne à la GB (le "Subsidiary Agreement") entre le Gouvernement et la BNG. Du point de vue de la substance, le DCA contient la répartition des contributions IDA et suisse entre les secteurs en annexe 1 et la description du projet en annexe 2. Le PA, quant à lui, contient une description détaillée des procédures d'exécution du projet, notamment pour l'importation, en annexe 1, et une description des procédures à suivre pour les achats, en annexe 2. L'accord suisse est purement formel et constitue la base juridique pour le co-financement envisagé; il ne contient pas de points de substance puisque la liste des biens à financer figure dans le DCA.

Les trois accords négociés sont complétés par des "minutes", signées par les trois délégations à la négociation, dans lesquelles deux ou trois points de substance prioritaires sont évoqués et à laquelle sont annexées les listes détaillées des produits financés, qui feront foi pour les déboursements.

b) Points spécifiques

Les points suivants sont traités ci-dessous:

- i) le contenu des listes de produits à importer
- ii) les procédures d'achat
- iii) la procédure envisagée pour le fonds de contrepartie
- iv) les délais prévus pour la mise en vigueur
- v) l'échange de lettres entre la Suisse et la BM.

i) Contenu des listes

La liste des biens à importer répond au double besoin de fournir d'une part des équipements, outils, matières premières et biens de consommation au secteur rural, d'autre part des facteurs de production aux secteurs énergétique, industriel et des transports.

La liste de la BM est définie en termes plus généraux que la liste suisse (voir p. 9/10). Elle laisse aussi une certaine marge décision aux autorités de GB. Du côté suisse, étant donné les incertitudes liées à la distribution en GB, il a été jugé plus prudent de définir une liste exhaustive et détaillée presque exclusivement au bénéfice de la population rurale.

Il a été précisé à nos partenaires que d'éventuels besoins d'appui technique de mécaniciens, pour l'utilisation des pièces de rechange dans la réparation de véhicules par exemple, pourraient être financés par le crédit IDA, si besoin est.

Du côté de la GB, on a décelé une difficulté à définir de façon précise les besoins du pays et surtout une liste des priorités. Nos interlocuteurs donnaient à penser qu'ils attendaient de savoir de combien de fonds ils bénéficieraient pour dire quels étaient leurs besoins.

Contrairement aux ABP financées antérieurement par la Suisse, les produits financés sont donc tous destinés directement à la population; cela est aussi le cas pour en tout cas la moitié du crédit IDA si on déduit les entités déjà identifiées comme bénéficiaires au moment de la définition de la liste.

Les produits à financer par la BM sont les suivants:

- agriculture: engrais et pesticides; pulvérisateurs; produits vétérinaires, produits alimentaires pour bétail; outils agricoles; 15 nouveaux tracteurs et pièces détachées pour tracteurs immobilisés; jerry cans; équipement de pêche; lampes à kérosène, lampes de poche, piles, réchauds, radios;
- transports: pièces détachées et lubrifiants; équipement de réparation pour camions; pièces détachées pour bateaux et pour avions; équipement de communication par radio; bicyclettes;
- énergie: générateur et pièces détachées correspondantes; équipement électrique; équipement pour l'irrigation;
- industrie: plaques métalliques pour grands récipients (200 l); équipement, pièces détachées et matières premières pour différentes activités de transformation (palmiste, riz, bois, etc.); idem pour la brasserie; équipement pour l'hôtellerie;
- quelques médicaments

Les produits à financer par la Suisse sont:

- agriculture: outils et équipement manuels divers; jerry cans et récipients en plastique de 10-50 litres; piles, lampes, réchauds; matières premières et outils pour forgerons;
- transports: bicyclettes avec pièces détachées;
- secteur "industriel": petit équipement pour les maisons (tissu et grillage fin de protection contre les moustiques pour portes et fenêtres; tôles ondulées; cadenas, serrures); outils pour charpentiers.

- 10 -

Nos partenaires ont demandé le financement de motocyclettes. Etant donné les problèmes d'entretien et l'effet multiplicateur plus bas de mobilisation des ressources pour les Solex que pour les bicyclettes (prix), la liste se limite aux bicyclettes. Le fil et les aiguilles pour tisserands sont déjà financés par le Portugal. Quant à la possibilité de fournir des intrants aux coopératives de production Coopax, la BNG s'est opposée à spécifier des institutions précises dans les listes.

ii) Procédures d'achat

Tout en exigeant que la GB suive les procédures habituelles de la BM, la délégation de la BM a fait preuve de souplesse en définissant les procédures d'achat des biens financés par le crédit IDA et la contribution suisse, cela de trois façons:

- en donnant à la BNG la possibilité de tirer directement sur un compte spécial jusqu'à concurrence de \$ 2 millions en justifiant les achats à la BM ex post;
- en permettant le financement rétroactif de biens lorsqu'ils correspondent à la liste définie et ont été achetés entre le 1er août 1984 et la date d'entrée en vigueur des DCA et PA, à concurrence de \$ 2 millions;
- par la définition des procédures d'achat:
 - . les achats en lots de \$ 20 à 100'000 peuvent être faits sur la base d'une seule offre lorsqu'ils répondent à un besoin urgent; mais le montant total des achats par cette procédure ne peut pas dépasser \$ 2 millions;
 - . les achats en lots d'un montant de \$ 100 à 500'000 se feront sur la base de trois offres au moins (sans précision de nationalité d'origine);
 - . seuls les achats en lots de plus de \$ 500'000 devront être faits sur la base d'un appel d'offres international.

- 11 -

La contribution suisse n'est pas liée par la pratique décrite sous les deux premiers points (compte spécial et financement rétroactif).

Il est évident que les relations commerciales de la GB sont en priorité avec le Portugal, accessoirement avec la Belgique, la France, les Pays-Bas et la Suède. Les commerçants et fournisseurs portugais seront très nettement avantagés par les procédures définies. Reste à savoir si cette préférence portera préjudice au prix et à la qualité des produits financés - voir la collusion d'intérêts existant entre les autorités de GB et les commerçants portugais.

Avant le début des négociations avec la GB, ses autorités ont lancé une consultation auprès -essentiellement- des importateurs représentés à Bissau pour une liste détaillée de produits à importer, afin de gagner du temps -étant donné la proximité de la prochaine récolte d'arachides. Cette consultation exclusivement en portugais et pour laquelle les délais fixés pour rendre les offres sont trop courts a mécontenté la délégation de la BM, les délégations sur place des Pays-Bas et de la Suède et même le représentant du Portugal. La BNG s'est engagée à suivre les procédures définies plus haut dans l'utilisation des offres faites en réponse à cette consultation.

Les autorités de GB se sont opposées à la suggestion de la BM d'engager un "procurement agent" pour organiser les procédures d'achat. La BM n'en a pas fait une condition d'octroi du crédit mais suivra de près (pour autant qu'elle le puisse, n'ayant pas de représentant sur place,) les procédures suivies par les autorités.

Si la délégation de la BM a fait preuve de beaucoup de compréhension pour les procédures d'achat proprement dites, elle a, en revanche, défini très en détail la procédure à suivre pour l'ensemble du processus d'importation, du choix des biens à leur distribution et à leur prix de vente.

- 12 -

iii) fonds de contrepartie

Les fonds de contrepartie du crédit IDA et de la contribution suisse iront dans un compte spécial et seront utilisés pour le financement courant et en capital de projets de développement prioritaire au titre du programme d'urgence. Les détails ne sont pas définis et n'ont pas été discutés. Il est entendu que la supervision de la gestion des fonds portera aussi sur l'utilisation des fonds de contrepartie.

iv) Signature/entrée en vigueur des accords

I D A: il est prévu que le DCA et le PA seront signés autour du 10 décembre, dès qu'ils auront été approuvés par le Conseil d'administration de la BM.

Pour qu'ils entrent en vigueur, plusieurs conditions d'ordre formel doivent être remplies:

- signature de l'accord subsidiaire entre le Gouvernement de GB et la BNG,
- ouverture du compte spécial mentionné sous ii),
- autorisation (liée à la publication en GB dans le bulletin officiel) et ratification par la BNG du PA, lié au DCA,
- autorisation et ratification par le Gouvernement de GB et la BNG de l'accord subsidiaire,
- entrée en vigueur de l'accord entre la GB et la Suisse.

Comme les autorités de GB sont très pressées de disposer des fonds d'ABP, on peut penser qu'elles exécuteront ces mesures rapidement, peut-être avant la fin de l'année ou sinon en janvier 1985.

S U I S S E: il est prévu que l'entrée en vigueur de l'accord entre la GB et la Suisse se fasse lors de la signature des DCA et PA, s'il est déjà signé à cette date. Une clause prévoit toutefois qu'aucun déboursement de la contribution suisse ne se fera avant l'entrée en vigueur des DCA et PA.

- 13 -

Si, contre toute attente, le DCA et le PA n'étaient pas signés avant fin 1984, notre contribution, par voie de conséquence, ne pourrait pas être prise sur le budget 1984.

Cette formule n'est guère élégante juridiquement puisqu'un accord de co-financement devrait entrer en vigueur lors de l'entrée en vigueur des accords négociés par la BM. Elle a l'avantage de permettre l'utilisation des fonds alloués au budget 1984 si les 3 accords sont signés avant Noël.

Les justifications de cette formule sont les suivantes:

- il n'est pas totalement exclu que l'entrée en vigueur des DCA et PA se fasse avant fin 1984;
- si cela n'était pas le cas, la signature de l'accord suisse -donc formellement son entrée en vigueur- si les DCA et PA sont signés pourrait inciter les autorités de GB à accélérer leurs procédures internes pour l'entrée en vigueur des DCA et PA;
- en tout état de cause, les autorités de GB ont insisté sur le fait qu'elles tenaient à un déboursement rapide des fonds d'ABP mis à leur disposition; la procédure de la BM pour les DCA et PA prévoit d'ailleurs des paiements rétroactifs après le 1er août 1984. Ces déboursements devraient donc se faire pendant les premiers mois de 1985. Du point de vue du Département des finances, on peut penser qu'un déboursement effectif début 1985 sur le budget 1984 est encore acceptable.

iv) Echange de lettres entre la BM et la Suisse

Notre idée initiale au Service du développement était d'annexer un échange de lettres très court à l'accord-cadre signé à Washington (le 18 octobre dernier) dans le contexte IDA VII.

La négociation par M. P. Obrist à Washington, fin octobre, d'un échange de lettres aussi détaillé que dans le passé malgré l'accord-cadre et les avis du juriste de la délégation de la BM à Bissau nous engagent à ne pas adopter une for-

mule aussi générale. Le juriste de la délégation BM argumente qu'il n'est pas superflu de préciser les détails de la procédure appliquée en cas de co-financement. Je propose donc qu'on reprenne l'ancien texte de l'échange de lettres sans annexer l'accord-cadre, plutôt que d'avoir à la fois un échange de lettres détaillé et l'accord-cadre en annexe.

4. Questions liées à la distribution

Deux remarques préliminaires:

- a) il paraît qu'en G.B. les coopérants techniques ont très souvent une position difficile (davantage qu'ailleurs?): il arriverait que leurs compétences techniques soient neutralisées par la volonté de leurs homologues de prendre les décisions seuls, sans tenir compte de leurs avis; de conseillers impliqués dans le processus de décision national, leur rôle se limite à celui d'observateur et de courroie de transmission pour l'information destinée aux institutions qui les financent;
- b) le Ministère du commerce en GB est le seul à ne pas avoir de coopérant technique paraît-il parce que certaines personnes au sein de ce Ministère ne désirent pas rendre de comptes à l'extérieur. Pourtant, à la suite des contacts pris par la délégation suisse avec le Ministère du commerce, M. Borges a exprimé le voeu de savoir d'ici décembre si la Suisse pourrait financer un expert rattaché au Ministère du commerce, qui se rende en GB dès janvier 1985. Reste à voir quelle serait sa fonction.

L'étude Joigny de la CEE sur la restructuration du commerce est terminée. Le rapport de la mission a été soumis au Conseil des ministres il y a quelques jours et le contenu de ses propositions a été approuvé. Malheureusement, ni les membres de la mission, ni le représentant de la Commission des Communautés européennes à Bissau n'étaient présents lors de nos négociations. Les interlocuteurs rencontrés au Ministère du commerce n'ont pas voulu se prononcer sur le contenu des propositions du rapport mais ils ont précisé:

- 15 -

- a) que la CEE comptait apporter le soutien technique nécessaire aux deux entreprises publiques mais
- b) que la CEE n'avait pas prévu de soutien au Ministère du commerce lui-même (à vérifier).

De plus, il a été possible de rencontrer à Bissau une mission de la BM qui met actuellement en place les fondements nécessaires pour faire faire une étude sur les coûts de production, la commercialisation et les prix des produits agricoles. Cette étude doit permettre ensuite à la BM de définir un projet dans le secteur agricole en connaissance de cause. Cette étude sera faite sous la supervision du Ministère du développement rural, si je ne fais erreur. Une coordination étroite avec le Ministère du commerce est décisive.

D'après M. U. Borges, un expert rattaché au Ministère du commerce (qui devrait, à mon avis, dépendre directement du Ministre) devrait:

- s'occuper de politique des prix, si besoin est
- apporter une contribution technique au département du commerce extérieur pour la préparation des appels d'offres, la rédaction des contrats, etc., et
- s'occuper de la politique de la distribution; il paraît qu'actuellement le Ministère contrôle très mal la distribution effectuée dans le pays.

Bref, cet expert devrait toucher à tous les problèmes-clé de ce Ministère. Il est superflu de spécifier qu'il devrait être très motivé pour résister à tous les obstacles qu'il rencontrera dans l'exécution de son mandat.

Vu ce qui précède, il me semble que le mieux serait:

- 16 -

- i) de rencontrer dès que possible, à Bruxelles, les personnes responsables de mettre en place le programme de coopération technique de la CEE en matière de commercialisation pour définir conjointement la contribution que la Suisse pourrait apporter
- ii) de coordonner avec la BM (M. Peter Gil, loan officer pour la GB et la division des opérations agricoles responsable de la mise en place de l'étude sur les prix agricoles) le contenu du mandat de l'expert suisse
- iii) de recruter dès que possible un tel expert en lui donnant un mandat de 4-6 mois.

Cet expert, s'il arrive en GB début 1985, participera à la gestion de l'ABP et pourra en même temps définir le mandat à plus long terme d'un expert qui apporterait son appui au Ministère du commerce pour 2 ou 3 ans. L'expérience de quelques mois sur place suffira à voir si une telle éventualité est réaliste.

Le Ministère du commerce attend de nos nouvelles d'ici décembre (leur numéro de télex -dont le fonctionnement est épisodique- est le suivant: 262 MICOMBI). A mon avis, il serait souhaitable de faire une offre conjointe au Ministère du commerce et au Ministère du plan. Bien que je n'ai pas parlé de ce sujet spécifique avec le Ministre du plan, je pense qu'il pourrait avoir une influence positive sur les développements ultérieurs.

5. Follow up

Le contenu de ce rapport conduit aux actions suivantes pour l'ABP:

- a) soumettre à M. Furgler la proposition pour l'approbation de l'accord entre la GB et la Suisse (premier projet Ms chez My);

- 17 -

- b) préparer les pouvoirs pour la signature par le chef de poste de l'Ambassade de Suisse à Dakar de l'accord suisse. La BNG attend de nos nouvelles ou des nouvelles de notre Ambassade à propos de la date de signature à Bissau. J'ai parlé de la mi-décembre;
- c) préparer le projet d'échange de lettres entre la BM et la Suisse; il a été convenu avec la GB qu'on enverrait le projet d'échange de lettres à la BNG en même temps qu'on l'envoie à Washington, puis le texte définitif, une fois signé, pour information; pour accélérer les procédures, la GB ne contresignera pas l'échange de lettres;
- d) informer M. Peter Gil (tél. direct 477.5023) de la signature de l'accord Suisse-GB;
- e) verser la contribution suisse sur le compte ouvert pour l'ABP GB dès que M. P. Gil nous aura informé de la signature des DCA et PA;
- f) payer l'équivalent de 1 % de la contribution suisse à la BM à l'entrée en vigueur des DCA et PA;
- g) prévoir qui participera à la réunion de coordination prévue par la BM en janvier 1985 à Paris pour la coordination entre donateurs d'aide d'urgence au titre de l'ABP à la GB;
- h) prévoir qui participera à la première mission de supervision que la BM organisera en GB en février 1985; voir si l'on veut donner un mandat à Swissaid.
- i) prendre une décision concernant l'expert qui serait rattaché au Ministère du commerce et en informer ce Ministère.

F. de Morsier

Annexe: liste des personnes rencontrées

A N N E X E

Liste des personnes rencontréesGuinée-Bissau:

- M. Pedro Godinho Gomes, Ministre gouverneur de la Banque nationale de Guinée-Bissau (BNG)
- M. Victor Mandinga, Directeur des services de développement économique, BNG
- M. Alfredo da Silva, Directeur du bureau du Gouverneur, BNG
- M. Francisco di Paula Coelho, consultant auprès du Gouverneur de la BNG
- M. Bartolomeu Pereira, Ministre de la coordination économique, du plan et de la coopération internationale
- M. Bernardino Cardoso, Secrétaire d'Etat à la coopération internationale
- M. Alfredo Moura, Consultant portugais au Ministère du plan et auteur de la première étude sur la restructuration du commerce en GB (1981)
- M. Mario Cabral, Ministre du commerce
- M. Hugo Borges, Secrétaire général au Ministère du commerce
- Mme Munira Jauad, Ministère du commerce
- M. Eduardo Fernandes, Secrétaire général du Ministère des finances
- M. A. Menezes, Directeur général d'Armazens do Povo

Banque mondiale:

- M. Skillings, Division Chief
- M. Peter Gil, loan officer, Chef de la délégation de la Banque mondiale aux négociations
- M. K.G. Awunyo, conseiller juridique
- M. K. Miller, disbursement officer
- M. M. Assis, country economist
- M. Jean-Claude Balcet, économiste agricole des projets agricoles (région Afrique de l'Ouest)

- 2 -

Autres contacts

- Mme Ann-Charlotte Olstedt, Ambassade de Suède, Bissau
- M. van Beek, Ambassade des Pays-Bas, Bissau
- le Représentant de l'Ambassade du Portugal à Bissau

Copies: Swisssaid: att. de M. Gil Ducommun et
Mme Ursula Funk (2) C.p. 33, Bissau
Ambassade de Suisse, Dakar
Ambassade de Suisse, Lisbonne
DDA du DFAE, att. de MM. A. Bisaz et R. de Pourtalès (2)
Division politique II, DFAE
Rb, Sa, Je, My, Im, Gb/Gg, De, Sx, Es/Ms

Final version 9.11.84

The Swiss Contribution / An Contribuição Suíça

The Swiss contribution shall be used to finance the following goods to be distributed in the rural areas of Guinea-Bissau.

A contribuição suíça sera utilizado para financiar os seguintes bens a ser distribuido no meio rural da Guiné-Bissau.

I. Agricultural Sector / Sector Agricola SFr. 2'150'000

(c) Agricultural implements and equipment

Equipamento, Ferramento Agricola

1. Hard plastic recipients 10 l, 20 l, 30 l, 50 l 150'000

Recipientes de plastico duro 10 l, 20 l, 30 l, 50 l

2. Small equipment and tools

Pequeno equipamento e ferramenta:

<u>Priority</u>	-	<u>Prioridades</u>	350'000
-----------------	---	--------------------	---------

Hoes		Enxadas	
------	--	---------	--

Machetes		Catanas	
----------	--	---------	--

Axes		Machados	
------	--	----------	--

Knives		Facas	
--------	--	-------	--

Metal Bucket		Baldes em metal	
--------------	--	-----------------	--

Raw material for production of these goods		Materia prima para produção equipamento	
--	--	---	--

<u>Other goods</u>		<u>Outros materiais</u>	500'000
--------------------	--	-------------------------	---------

Hand carts		Carros de mão	
------------	--	---------------	--

Manual palmoil presses		Prensas de oleo palme manual	
------------------------	--	------------------------------	--

- 2 -

Manual cashew wine presses	Prensas vinho de caju manual	
Manual rice threshers	Debulhadores de arroz manual	
Manual rice shelling machine	Descascadores de arroz manual	
Donkey carts	Carretas de burros	
Ox carts	Carretas de bois	
Watering cans	Regadores	
Rakes	Ancinhos	
Garden forks	Forquilhas	
Weeding hoes	Sachos	
Pickaxes	Picaretas	
Bags for seedlings	Sacos de viveiro	
Barbed wire	Rolos de arame	
Simple balances	Balanças simples	
Cotton cards	Carda de algodão	
Raw materials for production of these goods	Materia prima para produção desse equipamento	
(d) Batteries	Pilhas	150'000
Flashlights	Lampadas de mão	
Kerosene lamps	Candeeiros	
Portable charcoal stoves	Fogareiros de carbon	
(e) Material for Blacksmiths	Material de Ferreiros	500'000
1. Raw materials	Materia prima	
Sheet metal	Chapa de ferro	
Metal bars	Barras metallicas	
Other raw materials	Outra materia prima	
2. Tools for blacksmiths	Ferramenta de ferreiros	500'000
Hammer	Martelos	
Files	Limas	
Clamps	Pinças	
Keys	Chaves	

- 3 -

Saws & blades	Serras e laminas
Ventilator	Forja
Anvil	Bigorna
Vise	Torna
Other manual tools	Outra ferramenta

III. Transport Sector / Sector de Transporte 1'500'000

Bicycles (without motor) including 15 %
of the amount in spare parts

Bicicletas (sem motor) incluido 15 %
do valor em peças sobressalentes 1'500'000

IV. Industrial Sector / Industria 850'000

(b) Small equipment for rural houses		
Pequeno equipamento de casas rurais		350'000
- Mosquito netting (plastic or steel) for windows and doors		
Rede mosqueteira para janelas e portas		
- Corrugated sheet iron		
Chapas de zinco ondulado e ferro galvanizado ondulado		
- Locks (hanglongs) for doors, suitcases and windows		
Fechaduras (cadeados) para portas, malas e janelas		
(c) Tools for carpenters	Ferramenta de carpin- teros	500'000
Saws & blades	Serras e laminas	
Files	Limas	
Chisel	Formão	
Hammer	Martelos	
Handdrill	Brocas + Broquim (manual)	
Keys	Chaves	
Plane	Plane	
---	---	
Tongs + Pliers	Troquis	
Meter	Metro	
Other manual tools	Outra ferramenta manual	
Total SFR.		4'500'000